



CHAPITRE 107

LOI CONCERNANT LES SOCIÉTÉS DE COLONISATION

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des sociétés de colonisation*.
S. R. 1925, c. 75, a. 1.

Exécution de
la loi.

2. Le ministre de la colonisation est chargé de l'exécution de la présente loi.
S. R. 1925, c. 75, a. 2; 20 Geo. V, c. 19, a. 9; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 14.

SECTION I

DES SOCIÉTÉS DE COLONISATION

Formation de
sociétés.

3. Neuf ou un plus grand nombre de personnes, dans quelque partie que ce soit de la province, qui ont obtenu au préalable l'assentiment de l'autorité ecclésiastique compétente de la dénomination religieuse à laquelle elles appartiennent, peuvent se réunir et former une société de colonisation, tel que ci-après statué, ayant pour but et objet:

Objets.

1° D'aider à activer l'établissement des colons sur les terres de la couronne, d'attirer les émigrés des autres pays et de rapatrier ceux des habitants du pays qui ont émigré à l'étranger;

2° D'ouvrir, avec la permission du gouvernement, et d'aider au gouvernement et aux municipalités à ouvrir des chemins sur les terres vacantes de la couronne ou y conduisant;

3° De diriger les colons ou les immigrants vers les endroits qui leur ont été assignés et réservés par le ministre, tel que ci-après prévu;

CHAPTER 107

AN ACT RESPECTING COLONIZATION SOCIETIES

1. This act may be cited as the *Colonization Societies Act*. R. S. 1925, c. 75, s. 1. Short title.

2. The Minister of Colonization shall have charge of the carrying out of this act. Carrying out of act.
R. S. 1925, c. 75, s. 2; 20 Geo. V, c. 19, s. 9; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 14.

DIVISION I

COLONIZATION SOCIETIES

3. Nine or more persons, in any part whatever of the Province, who have previously obtained the approval of the competent ecclesiastical authority of the religious denomination to which they belong, may unite and form a colonization society, as hereinafter enacted, having for its purpose and object:

1. To aid in promoting the establishment of settlers on Crown lands, to attract immigrants from other countries, and to restore to this Province such of its inhabitants as have emigrated;

2. To open, with the leave of the Government, and to aid the Government and municipalities in opening roads through wild lands of the Crown or leading thereto;

3. To direct settlers or immigrants towards the localities which the Minister shall, as hereinafter provided, have assigned to and reserved for them;

4° De fournir aux colons des grains de semence, des provisions et des instruments propres au défrichement des terres et à la culture;

5° D'aider aux départements de l'agriculture, de la colonisation, et des terres et forêts, à répandre les connaissances et les informations propres à favoriser la colonisation;

6° De favoriser la colonisation et d'aider aux colons par tous les moyens et par toutes les démarches que ces sociétés jugent à propos d'adopter, conformément aux règlements approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 75, a. 3; 20 Geo. V, c. 19, a. 10; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 15; 25-26 Geo. V, c. 39, a. 2.

Formalités.

4. Pour atteindre les fins prévues par l'article 3, ces personnes doivent:

1° Signer une déclaration suivant la formule 1;

2° Élire un président, un vice-président, un secrétaire-trésorier, et un conseil d'administration composé de pas moins de cinq membres, y compris tels officiers;

3° Adopter une constitution et des règlements;

4° Faire rapport au ministre et demander à être reconnues comme formant une société de colonisation, en lui transmettant la déclaration, la constitution, les règlements, la liste des officiers et des membres du conseil d'administration, ainsi que le nom de l'endroit où doivent se réunir la société et le conseil, et qui doit être considéré comme le siège des affaires de la société. S. R. 1925, c. 75, a. 4; 25-26 Geo. V, c. 39, a. 3.

Statuts et règlements.

5. La constitution et les règlements de chaque société pourvoient à la manière dont les souscriptions des membres sont payées, aux devoirs et pouvoirs des officiers et du conseil d'administration, au mode de leur élection, au temps pendant lequel ils restent en office, à l'admission de nouveaux membres, à la tenue des assemblées générales et à tout ce qui, généralement, concerne l'organisation de la société et l'administration de ses affaires. S. R. 1925, c. 75, a. 6.

4. To provide settlers with seed grain, provisions, and implements suitable for the clearing and cultivation of land;

5. To aid the Departments of Agriculture, of Colonization and of Lands and Forests, to diffuse knowledge and information of a nature to extend colonization;

6. To promote colonization and assist settlers by all means and measures which they shall think fit to adopt, in conformity with regulations to be approved by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 75, s. 3; 20 Geo. V, c. 19, s. 10; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 15; 25-26 Geo. V, c. 39, s. 2.

4. In order to attain the purposes contemplated by section 3, such persons shall:

1. Sign a memorandum according to form 1;

2. Elect a president, a vice-president, a secretary-treasurer, and a board of management of not less than five members, including the said officers;

3. Adopt a constitution and by-laws;

4. Report to the Minister and pray to be recognized as forming a colonization society by transmitting to him such memorandum, constitution and by-laws, the list of officers and members of the board of management, and the name of the locality where the society and board are to meet, and which is to be deemed the place of business of the society. R. S. 1925, c. 75, s. 4; 25-26 Geo. V, c. 39, s. 3.

5. The constitution and by-laws of each society shall provide in what manner the subscriptions of the members shall be paid, and shall lay down rules respecting the duties and powers of the officers and board of management, the manner of their election and the time during which they shall remain in office, the admission of new members, the holding of general meetings of the society, and generally respecting everything relating to the organization of the society, and the manner of administering its affairs. R. S. 1925, c. 75, s. 6.

Modifi-
cations.

6. La constitution, une fois approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil, tel que ci-après prévu, peut être amendée à une assemblée générale de la société dûment convoquée; les règlements peuvent aussi être amendés par le conseil d'administration; mais, dans l'un ou l'autre cas, copie des amendements, certifiée par le président et le secrétaire-trésorier ou par le vice-président et le secrétaire-trésorier, doit être transmise au ministre. S. R. 1925, c. 75, a. 7 (*partie*).

6. The constitution, when sanctioned by the Lieutenant-Governor in Council, as hereinafter provided, may be amended at a general meeting of the society duly called; and the by-laws may be likewise amended by the board of management; but, in either case, a copy of the amendment, certified by the president and secretary-treasurer, or by the vice-president and secretary-treasurer, shall be transmitted to the Minister. R. S. 1925, c. 75, s. 7 (*part*).

Amend-
ment.Entrée en
vigueur.

7. Ces amendements n'ont force de loi qu'après avoir reçu la sanction du lieutenant-gouverneur en conseil sur la recommandation du ministre. S. R. 1925, c. 75, a. 7 (*partie*).

7. No such amendment shall come into force until it has received the sanction of the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Minister. R. S. 1925, c. 75, s. 7 (*part*).

Coming
into
force.Charte
de la
société.

8. Si le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, approuve la constitution et les règlements, le ministre doit donner à la société un certificat, suivant la formule 2, lequel a tous les effets d'une charte donnant à cette société le droit de contracter et d'ester en justice, sous le nom qui lui est donné, tel que ci-après prévu, pour toutes les affaires qu'elle transige conformément à l'objet et aux intentions de la présente loi, recevoir des legs, dons ou contributions et posséder des biens-fonds à un montant n'excédant point le revenu annuel de mille dollars.

8. If the Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister, approve the constitution and by-laws of the society, the Minister shall give to such society a certificate, according to form 2, which shall have all the effects of a charter, conferring upon the society the right of contracting, suing and being sued, under the name which shall be bestowed upon it, as hereinafter provided, in regard to all business which it shall transact in conformity with the object and intention of this act, of taking by bequest, gift or contribution, and of holding immoveable property to an amount not exceeding one thousand dollars in annual revenue.

Charter.

Enregis-
trement,
avis.

Le ministre doit faire enregistrer ce certificat au bureau du registraire de la province et donner avis du tout dans la *Gazette officielle de Québec*, suivant la formule 3. S. R. 1925, c. 75, a. 8.

The Minister shall register such certificate in the office of the Provincial Registrar, and shall give notice in the *Quebec Official Gazette* according to form 3. R. S. 1925, c. 75, s. 8.

Registra-
tion,
notice.Rapport
annuel.

9. Chaque société de colonisation doit soumettre, annuellement, un rapport de ses opérations, et un état de ses recettes et dépenses, certifiés par une personne compétente nommée par le ministre pour apurer les comptes de ces sociétés.

9. Every colonization society shall submit, each year, a report of its operations, and a statement of its receipts and expenditure, certified by a competent person appointed by the Minister to audit the accounts of such societies.

Annual
report.Subven-
tions.

Le ministre fait exécuter des travaux sur les chemins ou ponts de colonisation ou autres améliorations qui peuvent être jugées nécessaires pour favoriser la colonisation, pour un montant égal au tiers de la somme souscrite par chaque société.

The Minister shall cause work to be performed on colonization roads and bridges or other improvements deemed necessary for the furtherance of colonization, to an amount equal to one-third of the sum subscribed by each society.

Work by
Govern-
ment.

Demande. Ces travaux sont faits sur la demande régulière du bureau de direction de chaque société. S. R. 1925, c. 75, a. 9.

Such work shall be done, upon an application in due form from the board of management of each society. R. S. 1925, c. 75, s. 9.

Liquidation. **10.** Le ministre est saisi de toutes les propriétés et de tous les biens, effets, valeurs et sommes d'argent appartenant à une société dissoute; il peut nommer un syndic pour régler et liquider les biens et les dettes de cette société, et, s'il est nécessaire, approprier à cet objet toute ou partie de la subvention qui serait revenue à la société pour l'année dans laquelle elle a été dissoute. S. R. 1925, c. 75, a. 10.

10. All the property and all the goods, chattels, bills, notes and sums of money of any dissolved society shall be vested in the Minister, and he may appoint a trustee to settle and liquidate the property and debts of such society, and, if necessary, he may appropriate for such object the whole or part of the subsidy which it would have received for the year in which it was dissolved. R. S. 1925, c. 75, s. 10.

Demande de dissolution. **11.** Lorsqu'une société a accompli le but qu'elle s'était proposé, elle peut, par une requête signée par les deux tiers des membres du conseil d'administration, et ratifiée par les deux tiers des membres de la société qui se trouvent présents à une assemblée générale convoquée spécialement pour cette fin, exposer au lieutenant-gouverneur en conseil les raisons pour lesquelles elle doit être dissoute.

11. When a society has fulfilled its object, it may, by a petition signed by two-thirds of the members of its board of management, and approved by two-thirds of the members of the society present at a general meeting specially called for that purpose, submit to the Lieutenant-Governor in Council the reasons why it should be dissolved.

Déclaration. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur le rapport du ministre, déclarer telle société dissoute, et toutes les dispositions ci-dessus sont applicables. S. R. 1925, c. 75, a. 11.

The Lieutenant-Governor in Council, on the report of the Minister, may declare such society dissolved, and all the above provisions shall apply. R. S. 1925, c. 75, s. 11.

Terres réservées. **12.** Toute société peut en tout temps adresser au ministre de la colonisation, une demande de terres pour les colons qu'elle veut établir, et le ministre, s'il juge la demande opportune, peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, indiquer à la société un ou des cantons ou une partie ou des parties de canton pour ses opérations.

12. Every society may, at any time, address to the Minister of Colonization, a requisition for lands for the settlers whom it is desirous of establishing, and such Minister, if he deem it expedient, may, with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, assign a township or townships or part or parts of a township or townships to the society for its operations.

Préférence. Les lots de ce ou de ces cantons ou de cette partie ou de ces parties de canton sont réservés pour les colons envoyés par cette société, lesquels ont la préférence sur tous autres, aux prix et conditions voulus par la loi et les règlements pour la vente des terres de la couronne.

The lots of such township or townships or part or parts of such township or townships shall be reserved for the settlers sent by such society, who shall have preference over all others, at the prices and on the conditions required by law and the regulations for the sale of Crown lands.

Colons. La société doit établir sur ces terres, dans les délais voulus par arrêté en conseil, le nombre de colons indiqué par cet arrêté; dans le cas contraire, il est loisible au ministre de la colonisation de vendre les terres à d'autres personnes.

The society shall establish upon the said lots, within the time required by the order-in-council, the number of settlers directed thereby; and, if the society does not do so, the Minister of Colonization may sell the lots to others.

- Délai.** Dans tous les cas, aucun canton ou partie de canton ne peut être ainsi réservé pendant plus de trois ans. S. R. 1925, c. 75, a. 12; 20 Geo. V, c. 19, a. 11; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 16.
- In no case shall a township or part of a township be thus reserved for more than three years. R. S. 1925, c. 75, s. 12; 20 Geo. V, c. 19, s. 11; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 16.
- Octrois gratuits.** **13.** Le ministre de la colonisation est autorisé à faire à toute société un octroi gratuit d'un lot de terre, pour chaque dix lots sur lesquels les colons de la société se sont établis, cet octroi étant sujet aux conditions ordinaires de défrichement et d'établissement.
- 13.** The Minister of Colonization may give each society a free grant of one lot for every ten lots which have been settled by settlers of the society, such free grants being subject to the ordinary conditions of clearing and settlement.
- La société dispose des lots qui lui ont été ainsi donnés de la manière prescrite par ses règlements. S. R. 1925, c. 75, a. 13; 20 Geo. V, c. 19, a. 12; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 17.
- The society shall dispose of the lots thus granted in the manner provided by its by-laws. R. S. 1925, c. 75, s. 13; 20 Geo. V, c. 19, s. 12; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 17.
- Souscriptions municipales.** **14.** Toute corporation municipale, et toute autre corporation en cette province, peuvent souscrire des fonds en faveur d'une ou plusieurs sociétés de colonisation.
- 14.** Any municipal or other corporation in the Province may subscribe funds in favor of one or more colonization societies.
- Subvention.** Le montant annuel ainsi souscrit et payé compte pour la répartition de la subvention du gouvernement, de la même manière que s'il avait été souscrit et payé par les membres de la société.
- The annual amount thus contributed or paid to such society shall be reckoned for the apportionment of the Government grant as if it had been subscribed and paid by the members of the society.
- Sociétés d'agriculture.** Il est également permis à toute société d'agriculture en cette province, de souscrire au fonds d'une société de colonisation, ou de répartir entre différentes sociétés de colonisation, une somme annuelle n'excédant pas en tout un tiers de la subvention qu'elle a reçue du gouvernement pour l'année, ainsi que les dons ou contributions faits par d'autres que des membres de la société.
- Any agricultural society in this Province may subscribe to the funds of any colonization society, or apportion between several colonization societies, an annual sum not exceeding one-third of the grant received from the Government by such agricultural society for the year, as well as any gift or contribution made by others than members of the society.
- Legs.** Les legs faits à la société comptent pour cette répartition. S. R. 1925, c. 75, a. 14.
- Every legacy bequeathed to the society shall be taken into account in such apportionment. R. S. 1925, c. 75, s. 14.
- Services gratuits.** **15.** Aucune société ni aucun de ses membres ne doivent faire, directement ou indirectement, des profits sur la vente des terres accordées aux colons de cette société, et aucun des officiers de telle société ni aucun des membres du conseil d'administration ne doivent retirer de salaire ou d'émoluments, ni sur les fonds de la société, ni des colons, ni d'aucune autre personne, pour les services par eux rendus.
- 15.** No society or any of its members, either directly or indirectly, shall derive any profit on the sale of any lands granted to its settlers, nor shall any officer or member of the board of management of such a society receive any salary or emolument, either from the funds of the society or from the settlers, or from any other person, for his services.
- Dépense des fonds.** Aucune somme d'argent souscrite par des membres de la société ne leur est re-
- No sum of money subscribed by members of the society may be paid back to

mise ni n'est appliquée à aucune fin autre que celle de la société.

Rémunération. Une compensation ou indemnité fixée par les règlements de la société, peut être néanmoins payée au secrétaire-trésorier, à un agent ou aux missionnaires qui donnent tout leur temps aux œuvres de la société.

Droit des membres. Rien de ce qui est contenu dans le présent article n'empêche un membre de devenir un colon de bonne foi, sous la direction de la société, ou d'obtenir ou d'acquérir, en vertu de ses règlements, des lots de terre qui sont accordés gratuitement à cette société. S. R. 1925, c. 75, a. 15; 25-26 Geo. V, c. 39, a. 5.

Inspection des livres. 16. Le secrétaire-trésorier d'une société de colonisation doit, en tout temps, permettre et faciliter l'inspection de ses registres, livres de comptes et pièces justificatives par tout officier du département de la colonisation, ou par toute autre personne spécialement déléguée à cette fin par le ministre. S. R. 1925, c. 75, a. 16; 20 Geo. V, c. 19, a. 13; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 18.

Compte rendu par le ministre. 17. Le ministre doit, dans son rapport à la Législature, rendre compte, chaque année, de toutes les sommes payées en vertu de la présente loi, ainsi que des opérations des diverses sociétés établies en vertu de ses dispositions, et de tous les résultats obtenus, de la manière la plus complète et la plus détaillée qu'il lui est possible de le faire. S. R. 1925, c. 75, a. 17.

Dépôt devant les Chambres. 18. Le lieutenant-gouverneur fait mettre, dix jours après l'ouverture de la session, devant le Conseil législatif et l'Assemblée législative, copie de tous les arrêtés en conseil réservant des cantons ou parties de cantons en faveur des sociétés de colonisation. S. R. 1925, c. 75, a. 18.

Fédération. 19. Les sociétés de colonisation régulièrement organisées en vertu de la présente loi, ou une majorité d'entre elles, peuvent librement se concerter et s'unir dans une action commune pour protéger

them, or applied to any purpose other than those of the society.

A compensation or indemnity may, however, be allowed to the secretary-treasurer, to an agent or to the missionaries who devote all their time to the society's works, the amount of which shall be fixed by the by-laws of the society.

Nothing in this section shall prevent any member from becoming a *bona fide* settler under the society, or from obtaining or acquiring, under its by-laws, any of the lots given as free grants to the society. R. S. 1925, c. 75, s. 15; 25-26 Geo. V, c. 39, s. 5.

16. The secretary-treasurer of every colonization society shall, at all times, permit and facilitate the examination of the registers, books of account and vouchers in support thereof, by any officer of the Department of Colonization, or by any person specially appointed for that purpose by the Minister. R. S. 1925, c. 75, s. 16; 20 Geo. V, c. 19, s. 13; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 18.

17. The Minister shall, in his report to the Legislature, account annually for all sums paid under this act, and specify, as fully and completely as possible, the operations of the various societies thereunder established, and the results attained by them. R. S. 1925, c. 75, s. 17.

18. The Lieutenant-Governor, within ten days after the opening of the Legislature, shall lay before the Legislative Council and the Legislative Assembly copies of all orders-in-council by which any townships or portions of townships are set apart for colonization societies. R. S. 1925, c. 75, s. 18.

SECTION II

DE LA CONSTITUTION D'UNE FÉDÉRATION DE SOCIÉTÉS DE COLONISATION

DIVISION II

FEDERATION OF COLONIZATION SOCIETIES

19. Colonization societies regularly organized under this act, or the majority of them, may freely agree to take joint action for the protection of their common interests in the form of a federation which

leurs intérêts similaires sous la forme d'une fédération qui est constituée en suivant les prescriptions de la présente loi relatives à l'organisation d'une société de colonisation.

Respon-
sabilité.

Les sociétés de colonisation faisant partie de cette fédération ne sont pas responsables des dettes de la fédération. S. R. 1925, c. 75, a. 19; 25-26 Geo. V, c. 39, a. 7.

Droits et
pouvoirs.

20. Cette fédération est autorisée à exercer les droits et les pouvoirs des sociétés de colonisation créées en vertu de la présente loi et à faire les statuts et règlements nécessaires à son bon fonctionnement. S. R. 1925, c. 75, a. 20; 25-26 Geo. V, c. 39, a. 8.

is constituted by following the provisions of this act concerning the organization of a colonization society.

The colonization societies which form part of such federation shall not be liable for the debts of the federation. R. S. 1925, c. 75, s. 19; 25-26 Geo. V, c. 39, s. 7.

20. Such federation is authorized to exercise the rights and powers of the colonization societies created under this act, and to make rules and regulations necessary for its proper functioning. R. S. 1925, c. 75, s. 20; 25-26 Geo. V, c. 39, s. 8.

SECTION III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Communi-
cations
officielles,
etc.

21. Les sociétés de colonisation sont tenues de répondre promptement aux communications officielles du département, et doivent faire tous leurs efforts pour fournir des renseignements exacts sur toutes les questions qui leur sont soumises.

Amende.

Tout officier de quelqu'une de ces sociétés, qui refuse ou néglige volontairement de répondre aux questions ou de transmettre les informations relatives aux intérêts de la colonisation, encourt, pour chaque contravention, une amende de vingt dollars qui est recouvrable au nom de Sa Majesté devant tout tribunal compétent. S. R. 1925, c. 75, a. 21.

DIVISION III

GENERAL PROVISIONS

21. Colonization societies shall promptly answer official communications from the Department and shall make diligent effort to supply correct information on all questions submitted to them.

Any officer of any such society, refusing or wilfully neglecting to answer any question or to furnish any information relating to the interests of colonization, shall, for every such offence, incur a fine of twenty dollars, which shall be recoverable, in the name of His Majesty, before any court of competent jurisdiction. R. S. 1925, c. 75, s. 21.

FORMULES

1.—(Article 4)

Déclaration de société

Nous soussignés déclarons nous réunir et nous associer ce jour, pour former une société de colonisation et nous nous engageons à nous soumettre à toutes les dispositions de la Loi des sociétés de colonisation (chap. 107 des Statuts refondus de Québec, 1941), et nous nous engageons à payer chacun de nous une souscription annuelle d'au moins

dollars, pour les fins de cette loi.
S. R. 1925, c. 75, formule 1; 25-26 Geo. V, c. 39, a. 9.

FORMS

1.—(Section 4)

Memorandum of Association

We, the undersigned, declare that we have this day united and associated ourselves together for the purpose of forming a colonization society and we pledge ourselves to submit to all the provisions of the Colonization Societies Act (Chap. 107 of the Revised Statutes of Quebec, 1941), and to pay, each of us, an annual subscription of at least dollars, for the purposes of the said act. R. S. 1925, c. 75, form 1; 25-26 Geo. V, c. 39, s. 9.

2.—(Article 8)

Certificat du ministre

Je certifie, par ces présentes, qu'il a été formé une société de colonisation, connue sous le nom de "société de colonisation", ayant le siège de ses affaires à _____, et que messieurs _____, président ; _____, vice-président ; _____, secrétaire-trésorier ; et _____, membres du conseil d'administration, et les signataires de la déclaration qui m'a été transmise à cet effet, et toutes autres personnes qui, par la suite, se joindront à eux aux termes de la constitution et des règlements adoptés par ladite société, à _____, forment et formeront à l'avenir ladite société avec tous les pouvoirs et droits civils accordés par la Loi des sociétés de colonisation (chap. 107 des Statuts refondus de Québec, 1941).

Le ministre de la colonisation,
A. B.

S. R. 1925, c. 75, formule 2; 20 Geo. V, c. 19, a. 14; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 19; 25-26 Geo. V, c. 39, a. 10.

3.—(Article 8)

Avis dans la Gazette officielle

Avis public est donné qu'une société de colonisation a été établie sous le nom de "société de colonisation", par certificat en date du _____, enregistré au bureau du registraire de la province le _____.

Les officiers de ladite société sont _____, président ; _____, vice-président ; _____, secrétaire-trésorier ; et _____, membres du conseil d'administration.

Le siège des affaires de ladite société est à _____.

Le ministre de la colonisation,
A. B.

S. R. 1925, c. 75, formule 3; 20 Geo. V, c. 19, a. 15; 25-26 Geo. V, c. 11, a. 20; 25-26 Geo. V, c. 39, a. 11.

2.—(Section 8)

Minister's Certificate

I certify, by these presents, that a Colonization Society, which shall be known as "The Colonization Society", having its place of business at _____ has been formed and that Messrs. _____, president; _____, vice-president; _____, secretary-treasurer, and _____, members of the board of management, and the subscribers to the memorandum which has been for such purpose transmitted to me, and all other persons who hereafter shall unite with them according to the terms of the constitution and by-laws adopted by the said society at _____, are recognized and authorized to constitute and hereafter shall constitute the said society with all the powers and civil rights conferred by the Colonization Societies Act (Chap. 107 of the Revised Statutes of Quebec, 1941).

A. B.,
Minister of Colonization.

R. S. 1925, c. 75, form 2; 20 Geo. V, c. 19, s. 14; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 19; 25-26 Geo. V, c. 39, s. 10.

3.—(Section 8)

Notice in Official Gazette

Public notice is hereby given that a Colonization Society has been constituted under the name of "The Colonization Society", by certificate dated _____ and registered at the office of the Provincial Registrar on the _____.

The officers of the said society are _____, president; _____, vice-president; _____, secretary-treasurer, and _____, members of the board of management.

The place of business of the said society is at _____.

A. B.,
Minister of Colonization.

R. S. 1925, c. 75, form 3; 20 Geo. V, c. 19, s. 15; 25-26 Geo. V, c. 11, s. 20; 25-26 Geo. V, c. 39, s. 11.